Pour renouer avec Bruxelles, Varsovie se pare d'un gouvernement présentable

UE Le Premier ministre polonais a obtenu le limogeage des ministres controversés

▶ Le nouveau chef du gouvernement, Mateusz Morawiecki, est arrivé renforcé mardi soir à Bruxelles.

▶ La Commission ne demande qu'à croire en ses chances.

C'est avec un beau trophée que le nouveau Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki, nommé il y a moins d'un mois, est arrivé mardi soir à Bruxelles pour sa première rencontre officielle avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker : un gouvernement remanié, dont les membres les plus controversés et les plus mal perçus à l'étranger ont été remplacés par des figures a priori plus présentables ou plus compétentes. Exit donc le ministre de la Défense Antoni Macierewicz, à peu près en guerre avec tout le monde, remplacé par son collègue de l'Intérieur Mariusz Blaszczak ; le ministre des Affaires étrangères Witold Waszczykowski, qui a inventé un État inexistant (San Escobar), auquel succède son adjoint Jacek Czaputowicz ; et le ministre de l'Environnement Jacek Szyszko, dont la décision d'abattre des arbres dans une forêt classée Natura 2000 vaut à la Pologne d'être traînée devant la Cour de Justice et frappée d'astreintes...

Avec ces quelques scalps emblématiques, M. Morawiecki mais aussi le président Andrzej Duda, ont clairement obtenu du patron omnipotent du parti Droit et Justice (PiS) Jaroslaw Kaczynski sinon un recentrage du gouvernement, en tout cas un adoucissement de son image. Ce n'est pas un hasard si le remaniement, reporté depuis la nomination de Morawiecki comme chef du gouvernement, est intervenu juste avant le départ du Premier ministre pour son premier rendez-vous bruxellois. Car pour celui qui était auparavant ministre des Finances, et avant cela patron d'une banque, il s'agit d'une rencontre politique de la plus haute importance : depuis l'arrivée au pouvoir du PiS fin 2015, les relations de Varsovie avec l'UE en général, et avec la Commission en particulier, se sont terriblement dégradées. Avec comme point d'orgue la décision historique de l'exécutif bruxellois le 20 décembre dernier de déclencher l'article 7 du traité de l'UE, sur base de *« l'existence d'un risque clair de violation grave de l'État de droit en Pologne »*. Cette procédure, qui doit être menée au niveau du Conseil de l'UE (les États), peut aboutir à des sanctions contre l'État membre en question.

La nomination de l'onctueux et occidentalisé Mateusz Morawiecki, succédant à la robotique monolingue Beata Szydlo – qui avait cependant accordé une instructive interview au *Soir* – n'avait pu empêcher la Commission d'ouvrir la procédure de l'article 7. Mais depuis, le discours de la Commission a déjà singulièrement changé à l'égard de Varsovie, comme pour miser sur le nouveau venu et l'espoir d'un réchauffement d'une relation si détériorée de la Pologne avec ses partenaires européens, sur fond notamment de la politique migratoire. *« Nous ne sommes pas en guerre avec la Pologne »*, assurait lundi Jean-Claude Juncker. Son porte-parole Margaritis Schinas a quant à lui soigneusement contourné le terme d'État de droit dans l'énumération des sujets de la rencontre, allant même, lors de son briefing quotidien mardi, jusqu'à avancer que l'article 7 jamais utilisé est *« un processus structuré normal »*. Mais il n'a pu éviter de préciser que Frans Timmermans, le numéro deux de la Commission chargé de l'État de droit, et donc de la procédure envers la Pologne, assisterait au dîner de mardi. (Lequel devait s'achever au moment de boucler cette édition.)

Pour en revenir au remaniement gouvernemental, son volet le plus spectaculaire, et auquel les observateurs avaient accordé peu de vraisemblance jusqu'à la dernière minute, a été le limogeage du ministre de la Défense Macierewicz. Cet étrange personnage – on dit qu'il est le seul dont le patron du PiS aurait peur – « grand-prêtre » de la théorie de l'attentat sur le crash aérien qui en 2011 a coûté la vie au défunt président Lech Kaczynski, jumeau de Jaroslaw, était jugé incontrôlable. Il s'était rapidement gâché les relations dans les milieux de l'Otan, limogeant les généraux par fournées et les patrons du renseignement militaire, annulant le contrat déjà signé d'hélicoptères français, suscitant par là le courroux de Paris... Mais c'est à Varsovie qu'il s'est créé son plus grand ennemi : le président de la République Andrzej Duda lui-même, constitutionnellement chef des Armées. En représailles du refus du chef de l'État de signer des nominations de généraux douteuses, Waszczykowski avait tout bonnement retiré l'habilitation « secret défense » au chef d'état-major particulier du Président...

Le discours de la Commission a déjà singulièrement changé à l'égard de Varsovie

Bien que les orientations de la politique étrangère soient prises par le Premier ministre – et dans le cas de ce gouvernement PiS surtout par son patron Kaczynski –, les milieux diplomatiques seront certainement rassurés, après l'ombrageux et prétentieux Waszczykowski, par son successeur Czaputowicz : un grand commis de l'État – pacifiste dans sa jeunesse ! – passé plusieurs fois par les Affaires étrangères, et qui a immédiatement déclaré que *« la coopération avec l'UE est très importante et prioritaire pour la Pologne »*. ■

JUREK KUCZKIEWICZ